

Chanson blasphématoire sur France Inter : les conseil d'état ne sanctionne pas

Article rédigé par *Le Point*, le 13 mai 2021

Source [Le Point] *Liberté politique avait choisi d'attaquer France Inter à la suite de la chronique scandaleuse de Frédéric Fromet. Le Conseil d'Etat estime qu'il n'y a rien à reprocher à la radio et à l'humoriste, car on reste dans les bornes de la liberté d'expression... On notera que les associations homosexuelles auront, pour leur part, eu droit à des excuses... tandis que les chrétiens méprisés eux, pourront toujours attendre.*

Le Conseil d'État estime que cette chanson, diffusée en 2020 et jugée offensante par certains, « visait à critiquer les attitudes de discrimination ».

La décision du [Conseil d'État](#) devrait mettre un point final à la polémique. En janvier 2020, une chanson humoristique, « Jésus est pédé », diffusée dans l'émission *Par Jupiter* de [France Inter](#), présentée par Charline Vanhoenacker, déclenche une vague d'indignation. L'artiste Frédéric Fromet y imagine Jésus en membre de la communauté LGBT : « Jésus, Jésus, Jésus est pédé, y a pas que l'hostie qu'il faut sucer. Du haut de la croix, Jésus aime son prochain, surtout s'il est masculin », chantait-il.

L'extrême droite vitupère contre une attaque du service public contre la religion catholique. Mais, plus étonnant, la radio publique fait également l'objet d'une plainte d'une association LGBT, le comité Idaho France, qui [explique à nos confrères du Parisien](#) : « Que Jésus, [Mahomet](#) ou Bouddha soient homosexuels, trans, bisexuels ou queer ne nous dérange pas, que les jurons homophobes soient utilisés pour parler de leurs orientations sexuelles nous dérange et nous choque. »

France Inter s'était immédiatement excusée, comme Frédéric Fromet, qui avait assuré n'avoir eu pour but que de dénoncer l'homophobie, tout en revendiquant un « droit à l'erreur dans un exercice [la chronique humoristique en direct, NDLR] qui reste très périlleux ». Le billet s'inscrivait en effet dans l'actualité alors qu'un juge brésilien avait ordonné à Netflix de retirer une comédie de son catalogue [qui mettait en scène un Christ homosexuel](#).

Saisi, le [Conseil supérieur de l'audiovisuel \(CSA\)](#) avait choisi de ne pas sanctionner France Inter : « S'il a noté que de très nombreuses personnes avaient été heurtées par les propos tenus à l'antenne par l'humoriste, le Conseil a estimé que ceux-ci n'excédaient pas les limites de la liberté d'expression, dont il est le garant et qui vaut aussi pour les idées polémiques qui heurtent, choquent ou inquiètent. »

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)